

L'indignation gagne le monde

L'aggravation de la crise et le sentiment général d'insécurité économique¹ et parfois politique qu'elle génère font apparaître dans de nombreux pays des mouvements de protestation que la presse, faute de mieux, regroupe sous le vocable d'*Indignés*. Le paradoxe, c'est que ce phénomène ne semble pas profiter pour l'instant à la gauche en général et aux partis de la gauche de gauche plus particulièrement. Ces derniers sont pourtant les seuls à s'opposer clairement aux politiques néolibérales, aujourd'hui rejetées dans les sondages en France et dans toute l'Europe². Mais en France, Jean-Luc Mélenchon plafonne toujours autour de 6-7% des intentions de vote (7% pour l'institut LH2 le 19 novembre 2011, soit un gain de 0,5% par rapport au sondage précédent du 23 octobre 2011). Il faut tenir compte évidemment du fait que la campagne n'a pas encore vraiment

LOUIS WEBER

commencé et que ces sondages ont été réalisés au moment où l'espace médiatique était encore saturé par les primaires socialistes et leurs conséquences, notamment sur les alliances avec Europe-Écologie. Par ailleurs, les sondages ne sont évidemment pas l'élection. Mais même si on ajoute un petit 1% pour Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) et Philippe Poutou (NPA), la gauche de gauche (ou l'autre gauche pour utiliser le vocabulaire du Parti de gauche) reste, pour l'instant tout au moins, assez loin des près de 14% de la présidentielle de 2002 (en additionnant les résultats d'Arlette Laguillier, Olivier Besancenot, Robert Hue et Daniel Gluckstein) et même des 9% (Besancenot, Buffet, Laguillier, Bové, Schivardi) de 2007.

La situation, sur le plan électoral, n'est guère meilleure dans les autres pays européens, y compris ceux qui sont les plus touchés par la crise. Certes, les élections espagnoles qui viennent de se dérouler ont vu ceux que *L'Humanité*³ appelle

1. Selon François Kalfon, un des responsables du Parti socialiste, « Les classes populaires et les couches moyennes déclassées font face à une triple insécurité : l'insécurité tout court, l'insécurité économique et sociale et l'insécurité identitaire. ». *Le Monde*, 29 novembre 2011.

2. Selon un sondage TNS Sofres publié en octobre 2011, seuls 8% des sondés estiment que le capitalisme n'a pas besoin d'être réformé, contre 44% pour une réforme en profondeur et 36% pour une réforme sur quelques points. Voir : <http://www.sondages-en-france.fr/sondages/Actualit%C3%A9/Capitalisme>.

3. Espagne : la percée historique d'Izquierda Unida, *L'Humanité*, 21 novembre 2011.

les « écolo-communistes » de la coalition *Izquierda Unida* doubler quasiment leurs résultats par rapport aux législatives de 2008, gagnant 700 000 voix pour passer de 3,77 à 6,92% des suffrages exprimés (et 11 députés au lieu de 2, le système électoral défavorisant systématiquement les petits partis nationaux par rapport aux partis nationalistes régionaux). Il faut dire que le score de 2008 avait été très bas (2 députés) après le soutien apporté par la coalition au premier gouvernement Zapatero, très loin de la vingtaine de députés des années 1990. Mais c'est tout de même le *Partido Popular* de droite qui est le grand gagnant des élections, le Parti socialiste ouvrier espagnol du Premier ministre sortant Zapatero (PSOE, social-démocrate) obtenant son résultat le plus faible depuis la disparition du franquisme et le retour à la démocratie.

« Drôle de crise » alors, comme on disait drôle de guerre à propos de 1940, pour reprendre une expression d'Eddy Fougier⁴. Va dans ce sens le fait que cette relative stagnation des forces antilibérales sur le plan électoral va de pair avec un bouillonnement revendicatif intense connu soit sous l'appellation générale de « mouvement des indignés » (version qui fait directement le lien avec la parution et le succès mondial du livre de Stéphane Hessel) ou celle d'*Occupy* (à l'origine *Occupy Wall Street*, mouvement qui à partir des États-Unis a repris la modalité de l'occupation des places des villes inaugurée avec celle de la Puerta del Sol par le mouvement du 15 mai (2011) – 15-M – espagnol). D'autres articles de

ce numéro analysent de façon approfondie ces mouvements en Espagne et en Grèce. On retiendra donc ici simplement le fait que leur extension a été extrêmement rapide, notamment dans des pays où la contestation antilibérale est venue au cours des dernières décennies bien davantage des organisations de la société civile que de la sphère politique et même du mouvement syndical. Aux États-Unis par exemple, des organisations comme l'association de consommateurs *Public Citizen* jouent depuis les années 1980 un rôle très important dans les mobilisations contre les accords de libre-échange et la mondialisation libérale plus généralement. Et cela en dehors des partis qui dominent la vie politique proprement dite aux États-Unis⁵.

On a donc vu se développer dans ce pays une série d'occupations de places ou de parcs. À New York le *Zuccotti Park* été « occupé » dès le 17 septembre et rebaptisé « place de la Liberté ». Un groupe de manifestants, jeunes pour la plupart, avait « *essayé de se diriger vers Wall Street, le temple de la finance, avec l'intention d'occuper la rue. Empêchés d'y accéder par la police qui protégeait la Bourse, ils se sont rabattus sur un petit square voisin, le parc Zuccotti. Depuis, ils y campent, organisés en mini-société civile comme l'ont fait les Espagnols avant eux, chacun sachant ce qu'il a à faire : cuisine, finances, infirmerie, communica-*

5. Ce qui n'empêche pas certains de ces mouvements de présenter plus ou moins directement des candidatures à l'élection présidentielle. Ralph Nader, ancien président de *Public Citizen*, s'est ainsi présenté en 1996 et 2000 au titre des Verts, puis comme indépendant en 2004 et 2008. Il n'a jamais dépassé 1% des voix dans le vote populaire, sauf en 2000 (2,74%). Ce qui lui valu d'être accusé d'avoir provoqué la défaite d'Al Gore devant Bush. Comme quoi, l'injonction au vote utile n'est pas propre à la France !

4. Eddy Fougier, chercheur à l'Iris, au cours d'une audition au siège du PCF le 21 novembre 2011 sur le thème : « Indignés, démondialisation, altermondialisme : le grand retour de la contestation de la mondialisation ? »

tion. Avec ce génie du marketing propre à l'Amérique, le mouvement s'est donné un nom, *Occupy Wall Street*, un sigle (OWS), un narratif : "Nous sommes les 99 %", un site de retransmission télévisée en direct sur Internet (*Global Revolution Live Stream*) et un blog collectif (<http://wearethe99percent.tumblr.com>). »⁶

Au-delà d'évidents éléments de parenté (Stéphane Hessel a par exemple été invité à l'université Columbia de New York pour parler de son *Indignez-vous*), on voit bien une différence en grande partie liée aux cultures politiques différentes des deux côtés de l'Atlantique. En Espagne en effet, le mouvement refuse toute référence aux partis politiques ou aux syndicats, jusqu'à en écarter leurs représentants (officiels) et leurs symboles, et à ne pas appeler à voter. Mais les revendications sont cependant profondément politiques, du « Ils ne nous représentent pas » jusqu'au slogan fondateur « La démocratie réelle tout de suite ». À New York, rien de tel. Le lieu lui-même l'indique : non pas Washington, capitale politique mais New York et Wall Street, capitales financières. Ce que disent d'une autre façon les mots d'ordre et les slogans : les 99%, ce sont celles et ceux qui ne font pas partie des 1% qui accaparent presque le quart des revenus du pays. Comme dans tous les pays capitalistes développés, cette proportion a augmenté de façon considérable en quelques décennies : en 1970, ce même 1% se contentait de 10% des richesses. Ce n'est donc plus seulement « le sous-prolétariat noir ou hispanique dont les médias vous ont toujours parlé, mais des Américains moyens, blancs, citadins, membres de ces glorieuses clas-

ses moyennes qui font la force des États-Unis »⁷.

Naomi Klein, la journaliste canadienne qui s'était illustrée au moment des actions contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en 1999, établit une filiation entre ces mouvements : « Beaucoup de gens ont établi un parallèle entre *Occupy Wall Street* et les manifestations "antimondialisation" qui avaient attiré l'attention à Seattle en 1999. C'était la dernière fois qu'un mouvement mondial, dirigé par des jeunes, décentralisé, menait une action visant directement le pouvoir des entreprises. Et je suis fière d'avoir participé à ce que nous appelions alors "le mouvement des mouvements" ». Mais elle note que « la principale différence, c'est qu'en 1999 nous prenions le capitalisme au sommet d'un boom économique frénétique. Le chômage était bas, les portefeuilles d'actions enflaient. Les médias étaient fascinés par l'argent facile. À l'époque, on parlait de *start-up*, pas de fermetures d'entreprises [...] Dix ans plus tard, il semble qu'il n'y ait plus de pays riches. Juste un tas de gens riches. Des gens qui se sont enrichis en pillant les biens publics et en épuisant les ressources naturelles dans le monde. [...] Considérons ce beau mouvement comme s'il était la chose la plus importante au monde. Parce qu'il l'est. Vraiment. »⁸.

Le mouvement new-yorkais a gagné rapidement des dizaines de villes aux États-Unis, toujours sous la forme *Occupy*⁹. Dans les villes portuaires de

6. S.Kaufmann, « Indignés sans tête et sans frontières », *Le Monde*, 16-17 octobre 2011.

7. *Art. cit.*

8. Le 6 octobre 2011. Publié dans *Occupied Wall Street Journal* (<http://www.scribd.com/doc/67436424/Occupied-Wsj>)

9. Selon le site *Acrimed*, des campements avaient vu le jour dans près de 146 villes états-uniennes dès le 6 octobre. Ce mouvement s'est heurté au quasi-silence des grands médias américains, ce qui fait que la critique des médias est inscrite au cœur du

l'Ouest (Oakland en Californie, Portland dans l'Oregon, etc.) il a pris une tournure nettement plus sociale et plus revendicative. Une grève générale a eu lieu à Oakland le 2 novembre 2011, avec notamment un blocage du port. L'Assemblée générale de *Occupy Oakland* a voté un texte qui « en réponse à des attaques coordonnées des places occupées et des travailleurs dans tout le pays, appelle au blocus et à la perturbation de l'appareil économique des 1%, avec un arrêt coordonné des ports de l'ensemble de la Côte Ouest le 12 décembre. Les 1% ont perturbé la vie des dockers et des camionneurs du port et des ouvriers qui créent leur richesse, tout comme les attaques coordonnées de la police dans tout le pays ont transformé nos villes en champs de bataille pour casser le mouvement des *Occupy*. » De la même façon, « *Occupy Los Angeles* a adopté une résolution pour une action sur le port de Los Angeles le 12 décembre, pour fermer les terminaux SSA, dont le propriétaire est Goldman Sachs. »¹⁰

Ces actions ont provoqué des affrontements violents avec la police. À Oakland, plus de 80 personnes ont ainsi été arrêtées début novembre. À partir de la mi-novembre, les campements ont été évacués par la force. Les médias ont beaucoup parlé de celui de Wall Street, évacué puis immédiatement réoccupé. Mais cela a été le cas ailleurs aussi : « “La zone de campement a été délogée”, a annoncé un responsable de la police d'Oakland, quelques heures seulement après que des

centaines de policiers vêtus de leur tenue anti-émeute eurent pris position en plein centre de cette ville portuaire pour en déloger les manifestants. Certains protestataires, réunis pour prier, ont été interpellés, tout comme ceux qui avaient décidé de désobéir aux injonctions de la police en restant sous leurs tentes. »¹¹ Mais à Oakland comme à New York, le mouvement continue¹².

Pour l'écrivain américain Naomi Wolf, ce qui est arrivé cette semaine est « *la première bataille d'une guerre civile dans laquelle seul un côté a choisi la violence. C'est une bataille où des membres du Congrès, avec la complicité du président américain, font réprimer violemment et de façon organisée ceux qu'ils sont censés représenter. [...] Tristement, des Américains sont devenus cette semaine les frères et les sœurs des manifestants de la place Tahrir. Comme eux, nos propres dirigeants, qui voient leur richesse menacée par la transparence et la réforme, nous font maintenant la guerre* »¹³.

Retour vers l'Europe

Ces mouvements sont divers. Dans les pays à fortes traditions de luttes de masse, l'Espagne, le Portugal ou la Grèce par exemple, les occupations ne sont pas la seule modalité d'action. Elles n'ont d'ailleurs pas (ou plus) le caractère permanent que l'on constate aux États-

mouvement, aux États-Unis comme en Espagne ou en France. Voir <http://www.acrimed.org/article3709.html>

10. Textes disponibles sur le site de Transform ! Europe : <http://www.transform-network.net/fr/accueil/article/occupy-oakland-appelle-a-la-fermeture-totale-des-ports-de-la-cote-ouest-le-12-decembre-2011-1.html>.

11. « La police démantèle *Occupy Oakland* », 20 minutes online, 14 novembre 2011, <http://www.20min.ch/ro/news/monde/story/21173651>

12. « *Occupy Oakland* investit de nouveaux terrains », *Le Nouvel Obs*, 20 novembre 2011, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111120.REU3218/occupy-oakland-investit-de-nouveaux-terrains.html>

13. Naomi Wolf, « The shocking truth about the crackdown on *Occupy* », *The Guardian*, 25 novembre 2011.

Unis ou ailleurs. En revanche, pendant les moments forts, il y a des manifestations nettement plus nombreuses. Dans ces pays, le caractère de masse est incontestable, à l'évidence lié à des traditions spécifiques de lutte et à la brutalité des politiques d'austérité. Il y a donc une sorte d'alternance entre la permanence des occupations, très minoritaires et qui finissent pas perdre leur impact médiatique, et des mouvements de caractère plus « traditionnel », associant « indignés » et mouvements plus structurés.

Sur le plan symbolique, les éléments de langage, comme on dit maintenant, sont jugés importants pour une communication efficace. Dans cet esprit, les labels considérés comme porteurs (*indignés*, *Occupy*) peuvent changer d'un pays à l'autre, voire d'un moment à l'autre. En Allemagne, où le mouvement est pour l'instant plutôt faible, la préférence va vers la référence américaine, une initiative appelée *Occupy Bankfurt*¹⁴ a par exemple réuni 10 000 personnes le 12 novembre 2011 pour encercler le quartier des banques de Francfort, avec la participation d'Attac Allemagne et de la centrale syndicale, le DGB.

En France, l'impression prévaut que, au moins jusqu'ici, le mouvement n'a pas réellement pris, les intéressés eux-mêmes disant qu'ils « occupent héroïquement le parvis ». Après une première tentative place de la Bastille, ils¹⁵ se sont inspirés de *Occupy Wall Street* pour « occuper » à partir du 4 novembre ce qui peut être considéré comme un (pôle) succédané, le

parvis du centre d'affaires de la Défense. Ils n'ont jamais réuni plus de quelques dizaines de participants et même leur évacuation par la police n'a pas suscité un grand mouvement de solidarité. Mai, c'est une constante dans le mouvement, l'activité sur Internet est forte. Un site dédié existe, <http://www.occuponsla-defense.net/>, qui appelle régulièrement à « rejoindre » la Défense, comme le 26 novembre « pour fêter le 21^e jour d'occupation ». Un site jumeau diffuse de la documentation et reprend un autre slogan à succès en Espagne : Démocratie réelle maintenant¹⁶. Il situe le mouvement dans le prolongement du 15-M espagnol et précise : « *Pas d'alcool. Pas de drogue. Pas de violence. Nous ne sommes pas un parti politique. Nous ne sommes pas une association. Nous ne sommes pas un syndicat. Nous sommes juste des citoyens, des citoyens comme vous et nous.* »

Un « site d'information sur les différents mouvements ayant lieu en France dans le cadre d'un mouvement plus global de révolte », <http://occupyfrance.org/>, s'appuie bien sûr sur le mouvement de La Défense mais rend compte aussi d'autres initiatives, ignorées des médias, quitte à les considérer comme des... « irréductibles gaulois qui tiennent malgré leur petit nombre ». Il en « récupère » d'autres. Les écologistes qui ont tenté d'empêcher récemment la circulation du train transportant les déchets nucléaires recyclés deviennent sur le site les... « *Indignés du nucléaire* ».

Il reste que l'absence relative du mouvement en France peut étonner quand on sait le rôle souvent très actif que les organisations françaises ont joué dans le mouvement social international. Pour la journée mondiale de soutien aux

14. Contraction entre *Bank* (banque) et *Frankfurt* (Francfort, capitale financière de l'Allemagne mais aussi de l'Union européenne, la Banque centrale européenne y ayant son siège).

15. À l'origine, l'appel à occuper La Défense était signé de Uncut France et des *Pas de Noms des indignés de la Bastille*

16. <http://paris.reelledemocratie.com/node/768>

Indignés du 15 octobre, les chiffres publiés montrent bien le fossé qui existe entre les différents pays : 500 000 personnes à Madrid, 300 000 à Rome, 300 000 à Barcelone, 100 000 à Lisbonne, 20 000 à Porto, 10 000 à Berlin et Bruxelles, 8 000 à Athènes, 6 000 à New York, 6 000 à Francfort devant le siège de la BCE, 5 000 à Los Angeles et... 3 000 à Paris.¹⁷ On peut tenter d'avancer plusieurs types d'explications.

La première, souvent avancée, est que, du fait même des résistances anciennes, la politique du gouvernement français n'a pas encore atteint les abîmes de l'austérité que connaissent par exemple les pays du sud de l'Europe. Dans le même ordre d'idées, on peut estimer que la perspective d'une défaite de la droite en 2012, crée une situation d'attente peu favorable aux mobilisations sociales. Les grandes organisations syndicales ne soutiennent pas non plus les occupants de La Défense, ce qui peut paraître étonnant pour certaines d'entre elles. Joue probablement ici le fait que les plus combattives des confédérations sont engagées dans un processus unitaire considéré comme vital après les défaites de ces dernières années (retraites, etc.) Elles ne font donc rien qui puisse gêner cette recherche, d'autant plus que, comme en Espagne et dans d'autres pays, les *Indignés* se veulent résolument à l'écart des organisations constitués. Certes Attac a saisi l'occasion de l'expulsion du parc de la Liberté à New York pour publier un communiqué de solidarité intitulé : « Nous sommes les 99% : solidarité

déterminée avec le mouvement *Occupy Wall Street* et les *Indignés* ». On peut y lire que « *À la Défense comme à New-York, place Syntagma comme Puerta del Sol, ce sont les expressions déterminées de cette indignation planétaire qu'on veut réduire au silence. Nous sommes déterminés à résister. Attac France apporte son soutien aux militants new-yorkais, aux indignés français, et à toutes celles et ceux qui résistent à ces reculs démocratiques, et réaffirme son engagement à désarmer les marchés.* »¹⁸ C'est donc un soutien très indirect, les « destructions » régulières du campement de La Défense ne suffisant pas jusqu'ici à susciter la solidarité.

Reste que la gauche de gauche est la seule force politique organisée en France et ailleurs en Europe qui agit comme le disent à leur manière les Indignés de La Défense pour « construire avec nous un autre monde, pour que cesse l'austérité et vive la démocratie réelle. Il est temps pour nous de nous unir. Il est temps pour eux de faire face aux conséquences de leurs actes. ». Ce qui, potentiellement, pourrait se traduire dans les sondages et dans les élections. À condition toutefois de réconcilier les Indignés avec la politique... ■

17. Selon le communiqué du parti de gauche du 16 octobre : Le PG salue le succès de la journée d'indignation internationale, voir <http://www.lepartidegauche.fr/editos/actualites-internationales/4200-le-pg-salue-le-succes-de-la-journee-dindignation-internationale>.

18. Voir : <http://www.france.attac.org/articles/nous-sommes-les-99-solidarite-determinee-avec-le-mouvement-occupy-wall-street-et-les>